

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Fin de la commercialisation d'Efluelda :

### Une conséquence aussi prévisible que dramatique des choix gouvernementaux

La relocalisation de la production de médicaments ne se décrète pas. Elle exige des moyens à la hauteur des décennies de délocalisation qui ont tant mis à mal notre souveraineté sanitaire.

On ne peut avoir défendu un accès à des médicaments de qualité tout en réduisant d'un milliard d'euros par an les dépenses en produits de santé. Il faut espérer que l'Etat le comprendra enfin alors qu'il annonce, dans un DGS-Urgent diffusé ce jour, la fin de la commercialisation du vaccin antigrippal Efluelda.

A l'inverse de tous nos voisins européens, et comme à leur habitude, les pouvoirs publics ont voulu tirer les prix à la baisse, les fixant à un niveau inférieur aux coûts de production et de distribution du laboratoire.

La conséquence est aussi prévisible que dommageable aux patients : à défaut de rentabilité, la commercialisation de ce vaccin, quatre fois plus dosé que le vaccin classique et indiqué pour les personnes les plus à risque, va s'arrêter faute de rentabilité. Les pharmaciens qui passaient commande auprès de Sanofi vont devoir trouver des produits alternatifs, faisant planer le risque de tensions d'approvisionnement. Les patients, notamment les plus âgés, se verront, eux, privés du vaccin offrant le meilleur service médical.

En pleine semaine européenne de la vaccination, le message ainsi envoyé aux patients est délétère. Il n'est pourtant que l'illustration d'une réalité hélas trop familière : face caméra, le Gouvernement assure tout mettre en œuvre pour garantir l'accès aux produits de santé ; dans les faits, il s'entête dans une politique tarifaire toujours plus restrictive et dans un paradigme de santé à bas coût.

Oui, la santé a un coût. Les pouvoirs publics doivent en prendre conscience, et mettre enfin les moyens à la hauteur de leurs ambitions.